

politiques saines et la reprise de l'expansion mondiale, bien qu'essentielles, ne suffiront pas à relancer la croissance », ce rapport insiste surtout sur le fardeau de la dette qu'il considère comme « si contraignant que les politiques intérieures de redressement ne suffiront pas à elles seules à fournir une solution viable ». Le rapport continue :

Dans les nombreux pays où le service de la dette absorbe 5 à 7 p. 100 du PIB, l'épargne intérieure ne peut, à elle seule, financer simultanément le service de la dette et les investissements nécessaires à la croissance. Ils ont donc besoin de nouveaux prêts publics et privés d'un montant élevé. (p. 60)

L'incidence globale du fardeau de la dette a été étudiée en détail dans une communication du Professeur Jeffrey Sachs, de l'Université Harvard, prononcée récemment dans le cadre d'une conférence *Brookings*:

Accablés par le fardeau de la dette, les gouvernements latino-américains n'avaient pas la solvabilité requise ne serait-ce que pour emprunter sur leurs propres marchés de capitaux, de sorte que les déficits budgétaires ne pouvaient pas jouer le rôle de stabilisateurs automatiques. . .

Le poids de la dette décourage en ce moment les investissements publics même au-delà du seul fardeau budgétaire direct. Confronté à la chute vertigineuse des niveaux de vie, un gouvernement fragile ne peut pas se permettre de remplacer les dépenses de consommation en dépenses d'investissement sans justifier politiquement cette réorientation en assurant à la population qu'elle ressentira bientôt les bienfaits. Or, les citoyens des pays débiteurs sont en ce moment convaincus que tout transfert de fonds entre la consommation et l'investissement servira d'abord, et peut-être seulement, à améliorer la capacité du pays à honorer ses dettes. Par conséquent, si la hausse des dépenses d'investissement ne s'accompagne pas d'un allègement substantiel de la dette, le nécessaire resserrement de la consommation est davantage considéré comme une mesure visant à satisfaire la Citibank, et non le pays lui-même.

Le fardeau de la dette favorise aussi la fuite de capitaux, qui décourage encore davantage les investissements. . . Le secteur privé comprenant l'immense besoin de fonds du secteur public, nul détenteur de fonds qui se dit astucieux ne va aujourd'hui donner aux autorités budgétaires la moindre raison de croire qu'il dispose de revenus. Les investisseurs placent leurs avoirs à l'étranger pour échapper à l'imposition; c'est pourquoi toute nouvelle épargne privée est en fait une fuite de capitaux, et non un investissement réel. . .

Les investissements privés ont été freinés même dans les secteurs d'exportation, qui dépendent plutôt de la demande étrangère qu'intérieure et qui sont devenus beaucoup plus rentables après les dépréciations du taux de change réel depuis 1982. Les entrepreneurs privés craignent de laisser leur argent au pays, même dans un secteur temporairement rentable, si le reste de l'économie, voire le gouvernement lui-même, semble s'effondrer. Les investissements sont vulnérables non seulement aux hausses d'impôt, mais aussi au fait qu'un gouvernement peut, à un moment donné, décider de ne plus assurer le service de sa dette, la répudier et favoriser par la suite une nouvelle appréciation réelle et majeure du taux de change. . .

L'ampleur de la dette freine les investissements de plusieurs autres façons plus subtiles encore. Maintenant que la capacité des gouvernements débiteurs de continuer à honorer leurs dettes a été mise en doute, les créanciers privés extérieurs se livrent désormais une concurrence féroce pour retirer leurs avoirs du pays. Chaque créancier est poussé à réclamer le paiement de ses dettes, dues depuis trop longtemps, même si ce faisant, il nuit au rendement économique du débiteur et porte atteinte à l'ensemble des créanciers. . .